



République centrafricaine (RCA)	Analyse de la situation de l'insécurité alimentaire – Avril 2015 à Novembre 2015	Avril 2015
---------------------------------	--	------------

- (i) Amélioration sécuritaire ayant suivi la baisse des conflits dans certaines préfectures, détérioration dans d'autres.
- (ii) Amélioration du niveau d'accès aux moyens d'existence et aux aliments dans les zones dont la sécurité s'améliore, contrairement aux zones où les conflits sociaux persistent.
- (iii) L'assistance humanitaire est nécessaire pour accompagner les populations vulnérables à traverser la période de soudure qui a commencé (mars 2015), l'accompagnement de la résilience est requis pour celles qui accèdent progressivement à leurs moyens d'existence.

Principaux résultats pour les zones les plus touchées

Zones les plus touchées : La Préfecture de Ouham et deux Sous-Préfectures (Mbrés et Bambari) sont classées en phase d'Urgence (phase 4), de même que certains sites des déplacés. La phase de Crise (phase 3) est présente dans 5 Préfectures : Nana-Gribizi, Haute-Kotto, Ouham-Péndé, Mambéré Kadéï, Ouaka et 6 sous-préfectures (Bambouti, Obo, Zémio, Rafai, Abba et Boda) ainsi que quelques sites des déplacés.

Déplacements des populations : La dynamique des déplacés est mitigée et suit l'ampleur de la dégradation de l'état sécuritaire. Le nombre de déplacés a plus que doublé dans la Ouaka (57%) et l'Ouham (51%). Il est élevé dans les préfectures du Haut-Mbomou (47%), de Nana Gribizi (28%) et de la Haute-Kotto (25%), alors qu'il a sensiblement diminué dans les préfectures d'Ombella M'Poko, Mambéré Kadéï, Ouham Péndé, Kémo et Basse Kotto.

Consommation alimentaire : Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) est très dégradé dans les zones les plus touchées par l'insécurité. Les différents rapports RRM (ACTED, ACF, IEDA, IRC, DRC, NRC, PU/AMI, Solidarités) réalisés entre février et mars 2015 indiquent des scores de consommation alimentaires pauvres et limites respectivement de 50 - 70%, 20 - 50% et moins de 10% pour l'acceptable.

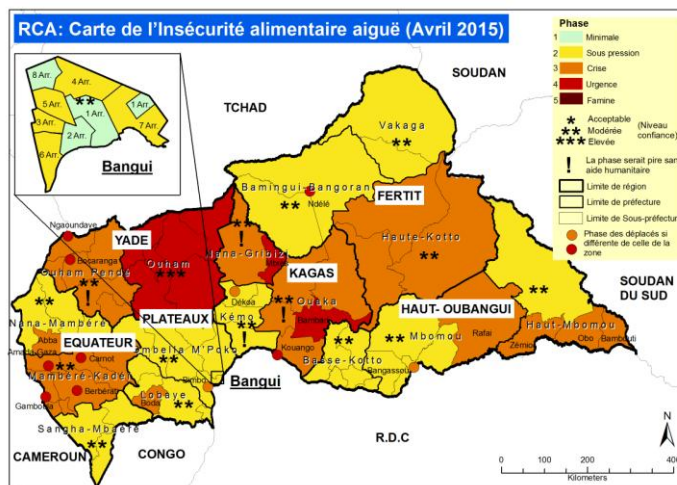
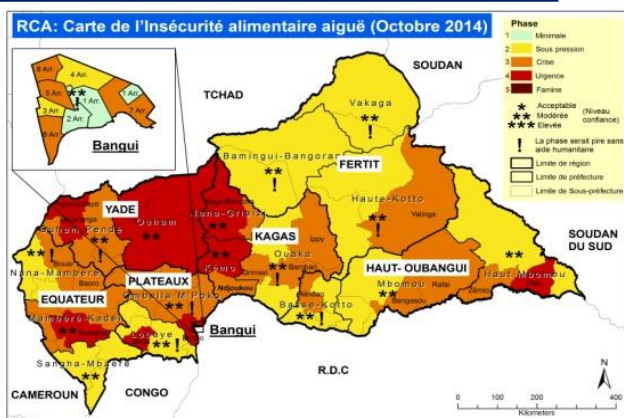
Evolution des moyens d'existence : Les moyens d'existence ont été très affectés par la guerre. A la fin de 2014, une frange importante de la population ont adopté des stratégies de Détresse (40% dans Haut Mbomou, 37% dans Ouaka, 36% dans Ouham-Péndé) et des stratégies de crise (47% dans la Nana-Gribizi, 45% dans la Ouaka et 35% dans la Kémo). A cela, les récents déplacements de population ont de plus privé l'accès aux moyens d'existence.

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

La République centrafricaine figure parmi les pays les plus pauvres avec un indice de développement humain le plaçant au 180^{ème} rang sur 186 pays (PNUD, 2013) et un PIB/hab de 446 USD en 2012. Les principaux moyens d'existence dans le pays sont l'agriculture vivrière (manioc, maïs, arachide, sorgho, mil), l'élevage, les cultures de rente (coton, café, agrumes), l'exploitation minière (diamant et or), la chasse, pêche et/ou la cueillette. L'analyse a été basée sur les données d'octobre 2014 (EFSA, CFSAM et SMART), et les données mises à jours de 2015 tels que les Rapports des Mécanismes de Réponse Rapide (RRM), les rapports de distribution alimentaires/kits agricoles (PAM et FAO), les données sur les déplacés internes (UNHCR/OCHA) et sur les prix (GIEWS/FAO, PAM et ICASEES).

En plus des pertes des moyens d'existence et de la déstructuration du tissu social, on dénombre 412 902 personnes déplacées en octobre 2014, dont 362 969 dans différentes localités du milieu rural et 63 349 à Bangui selon la Commission Mouvement de la Population. L'actuelle analyse IPC qui a été faite au début de la période de soudure montre une légère amélioration de la sécurité alimentaire par rapport à novembre 2014 (période de récolte), suite à un accès progressif aux moyens d'existence pour les zones dont la sécurité s'améliore.

Attention : les frontières, les noms et désignations indiqués dans cette carte n'implique aucune approbation ou acceptation officielle des organisations collaboratrices et partenaires globaux de l'IPC.



Les partenaires globaux de l'IPC



*The EC in the global partnership is represented by the Joint Research Centre of the European Commission

[illegible]

Méthodes, processus et enjeux principaux

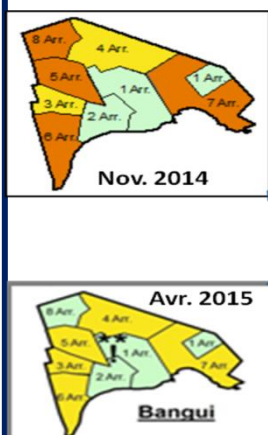
Le présent rapport est le produit du 10^{ème} cycle d'analyse IPC mené du 1^{er} au 07 avril 2015. Les participants présents proviennent des institutions gouvernementales (MCDMR, Ministère délégué de l'Elevage, Hydraulique, Santé, Urbanisme, Environnement, Economie et Plan, Enseignement Supérieur), des ONG nationales et internationales (ACEDES, JUPEDEC, IRAD, Oxfam, COOPI) et des agences des Nations Unies (FAO, PAM). Cette analyse a utilisé au mieux les données des enquêtes du CFSAM et de l'EFSa réalisées respectivement en août, septembre et octobre 2014, ainsi que des données actualisées des déplacements des populations, des rapports de Mécanisme de Réponse Rapide (Rapid Response Mechanism) et de surveillance-prix réalisés par différentes ONG internationales et de l'enquête SMART de décembre 2014. Sur la base de toutes ces preuves, les protocoles standardisés de l'IPC ont permis de classer la sévérité et de réaliser la cartographie de l'insécurité alimentaire en RCA. L'unité d'analyse a été la préfecture, mais là où les données le permettaient, des analyses aux niveaux des sous-préfectures et des camps des déplacés internes étaient effectuées pour mettre en évidence le niveau de sévérité de la crise alimentaire.

Les données sont relatives à l'impact de la situation sécuritaire sur les populations, de la consommation alimentaire, de la nutrition, de l'évolution des moyens d'existence, de la disponibilité alimentaire et les chocs/risques alimentaires.

L'analyse proprement dite et la validation des résultats a été faite par les membres du groupe de travail technique (GTT) de la sécurité alimentaire, désignés par le gouvernement et les partenaires. L'analyse a été soumise au critique des paires pour assurance qualité et ensuite reprise par le GTT pour revue technique avant finalisation. Elle la première qui a utilisé le Système de soutien à l'information (ISS) mettant à disposition les outils IPC en ligne, après une formation des analystes de 2 jours. Ainsi, les fiches d'analyse sont accessibles au site <http://iss.ipcinfo.org/fr/cf/login>, après accord de l'équipe de coordination IPC du pays.

3ème partie : Aperçu sur l'analyse de l'insécurité alimentaire de la capitale, Bangui

Une amélioration de 5% du nombre des déplacés internes par rapport à novembre 2014 a été enregistrée. Les déplacés de Bangui se sont principalement regroupés dans le 3^{ème} et le 7^{ème} arrondissement, les déplacés dans les sites spontanés, et ceux qui étaient hébergés dans les familles d'accueil commencent timidement à regagner leurs domiciles, sauf ceux qui ont perdu la totalité de leurs moyens d'existence (maison, matériels de production, etc). Le nombre des déplacés est passé de 10% (en novembre 2014) à 7% de la population de Bangui.



Cinq arrondissements sur huit sont classés en phase de sous pression (phase 2), il s'agit du 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e arrondissement. Par contre trois arrondissements sont en phase minimale (phase 1).

L'analyse a montré que 20% de la population de Bangui (160 000 personnes) sont classés en phases humanitaires, principalement les populations déplacés sur site et en famille d'accueil.

Signalons que la sous préfecture de Bimbo (située dans Région 1) a accueillie la plus part de déplacés de Bangui, ce qui constitue une charge supplémentaire sur leurs ressources de la localité, favorisant son classement en phase de crise (phase 3).

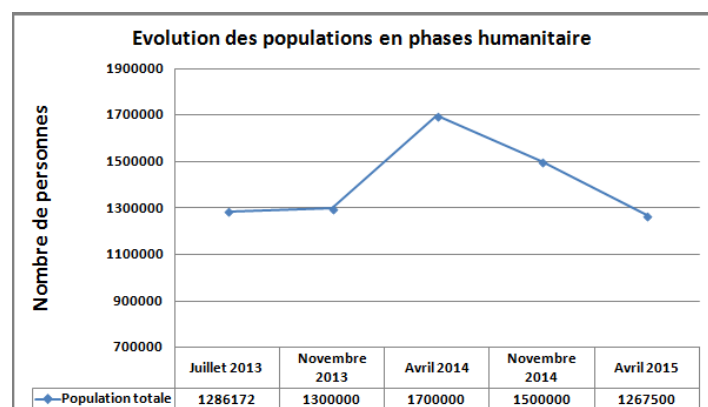
4ème Partie : Une orientation sur les estimations des populations en phase humanitaire

L'estimation des populations en phases IPC a été basée sur les phases d'insécurité identifiées en novembre 2014 ayant bénéficié des données issues d'enquêtes étendues de EFSa et CFSAM, mises à jour suivant la dynamique des déplacés, accès aux moyens d'existence, disponibilité et accès alimentaires. Il faut noter que les données de population sont ceux utilisées par OCHA dans le cadre de HNO/SRP, et EFSa. Ils correspondent à la projection de la population pour 2015, en appliquant un taux de croissance de 2,5 par année depuis 2003. Cette évolution a permis de prendre en compte l'ensemble de la population rurale de 4 953 017 personnes. En 2013 l'analyse était basée sur la population de 3,9 millions, qui ne comprend pas l'ensemble de la population actuelle (différence du 5%, entre 2013 et 2015, avec un taux de 2,5% appliqué par année).

Le tableau ci-après constitue le résultat indicatif des populations en phase humanitaire par préfecture, en milieu rural, et celles de Bangui.

Région	Préfectures	Population totale	Populations en différentes phases IPC (Avril 2015)			Population totales en humanitaire	Pourcentage des populations en phase humanitaire
			Phase 1 & 2	Phase 3	Phase 4		
I	Ombella M'Poko	448465	367741	58300	22423	80724	18%
	Lobaye	310365	254738	37005	18622	55627	18%
II	Mambéré Kadéï	458611	330200	114653	13758	128411	28%
	Nana Mambéré	293759	240882	44064	8813	52877	18%
	Sangha Mbaéré	127068	107478	19060	529	19590	15%
III	Ouham Péndé	541221	373442	102832	64947	167779	31%
	Ouham	464174	181028	129969	153177	283146	61%
IV	Kémo	148874	138453	7444	2977	10421	7%
	Nana Gribizi	148115	51840	60727	35548	96275	65%
	Ouaka	347872	191330	125234	31308	156542	45%
V	Bamingui Bangoran	54346	46194	5435	2717	8152	15%
	Haute Kotto	113543	81751	26115	5677	31792	28%
	Vakaga	65694	53212	8540	3942	12482	19%
VI	Basse Kotto	313225	266241	37587	9397	46984	15%
	Mbomou	206188	165810	28351	12028	40378	20%
	Haut Mbomou	72416	52140	10862	9414	20276	28%
Total/Moyenne (hors Bangui)		4113936	3005942	760238	347756	1107994	27%
VII	Bangui	839081	671265	167816		167816	20%
Zone rurale						1107994	
Total pays		4953017				1275810	

Conclusions de l'analyse : 1 280 000 personnes sont en phase humanitaire (3-4). Une amélioration est enregistrée dans la Capitale Bangui et dans les préfectures de l'Ombella-M'poko, Mambéré Kadéï, Ouham Péndé, Kémo et la Basse Kotto. Par



rapport à la situation de novembre 2014, une amélioration de 5% en milieu rural et 5% dans la capitale est relevée par rapport à l'analyse de novembre 2014., l'amélioration est respectivement de 1%, 3%, 25% et 16% entre juillet 2013, novembre 2013, avril 2014 et novembre 2014 (voir le graphique ci-haut).

Un important nombre de déplacés internes est enregistré dans la sous préfecture de Bimbo en provenance de Bangui. Une réponse immédiate est nécessaire pour consolider les acquis et pour assurer la reprise des activités agricoles à travers des aides alimentaires, le rétablissement des moyens d'existence et l'appui soutenu à la Résilience.

Recommandations pour les prochaines étapes

La présente analyse a utilisée au mieux les données disponibles au regard des outils et des règles de l'IPC, et toutes les préfectures ont été analysées. **Le GTT recommande** (i) une mise à jour périodique des enquêtes CFSAM et EFSA de Novembre 2015 et une consolidation d'une surveillance de la sécurité alimentaire, (ii) collecte et partage de données fiables et comparables par les ONG membres du cluster, (iii) conduite des analyses de la réponse à partir des analyses situationnelles, pour identifier les options adaptées et spécifiques aux zones de moyens d'existence permettant un accompagnement proportionnel à la sortie de la crise et en faveur de la résilience communautaire.

Pour la prochaine analyse : (i) capitaliser sur les membres formés pour constituer un noyau dur IPC compétent et stable par organisation d'une formation niveau 2 aux plus expérimentés et formations niveau 1 pour le processus de décentralisation ; (ii) inclure plus de participants des régions dès que la situation sécuritaire le permettra ; (iii) échanger avec la coordination humanitaire avant de déterminer la prochaine date du cycle IPC en fonction de la disponibilité des données et besoins d'analyse.

Contacts :

Groupe de Travail Technique IPC: gti_ipcrca@yahoo.fr et faocf@cf.fao.org
Unité de Soutien Globale de l'IPC: www.ipcinfo.org